



DOSSIER DE PRESSE

Budget, élection présidentielle : l'inclusion vers l'emploi sous pression

Le Collectif IAE, l'UNML, l'UNEA, l'UDES et TZCLD vous invitent à une conférence de presse

le 20 octobre à 10h30 à Paris

*UNI.ES - Emmaüs Solidarité
2, rue de l'Argonne 75019 Paris*

Sommaire

- Édito
- L'essentiel en bref
- Les chiffres clés de la mission Travail Emploi
- Un budget qui acte l'abandon du plein emploi
- L'inclusion vers l'emploi est un investissement et non une charge
- Les personnes concernées
- Témoignages
- L'interpellation aux responsables politiques
- Les organisations à l'origine de l'appel
- Contacts presse et informations pratiques

Édito

Menacée budgétairement, ignorée par les programmes politiques, négligée dans la réponse aux grands défis du moment : la politique d'inclusion vers l'emploi est sous pression. Face à cela une question simple se pose à notre pays : voulons-nous investir dans les capacités humaines ou continuer à nous priver d'un vivier de compétences dont la France a tant besoin ?

Nos 14 organisations, qui accompagnent chaque jour vers l'emploi des personnes que le marché du travail a laissées de côté, en sont convaincues : l'inclusion n'est pas une charge, c'est un investissement stratégique pour l'avenir.

À six mois d'une échéance électorale majeure, nos organisations publient une tribune dans La Croix pour demander que ce sujet prenne toute sa place dans le débat public, et que les moyens qui lui sont consacrés soient maintenus.

L'essentiel en bref

Le constat. Le budget 2027 acte l'abandon de l'objectif de « plein emploi » et prévoit de nouvelles baisses de moyens pour les structures d'inclusion suivant une tendance engagée depuis plusieurs années.

Le message. Ces structures font la preuve de leur efficacité depuis des décennies. Elles rapportent à l'État bien plus qu'elles ne lui coûtent. Aussi, les fragiliser ne dégage aucune économie à long terme.

La demande. Maintenir les moyens budgétaires dès maintenant et inscrire l'inclusion vers l'emploi, par l'emploi et la formation, dans les programmes de l'élection présidentielle.

Trois chiffres à retenir

- **5 600 : emplois menacés dans l'inclusion en 2027**
- **11 000 : emplois supprimés dans l'inclusion entre 2025 et 2026**
- **5 320¹ : structures inclusives partout sur le territoire**

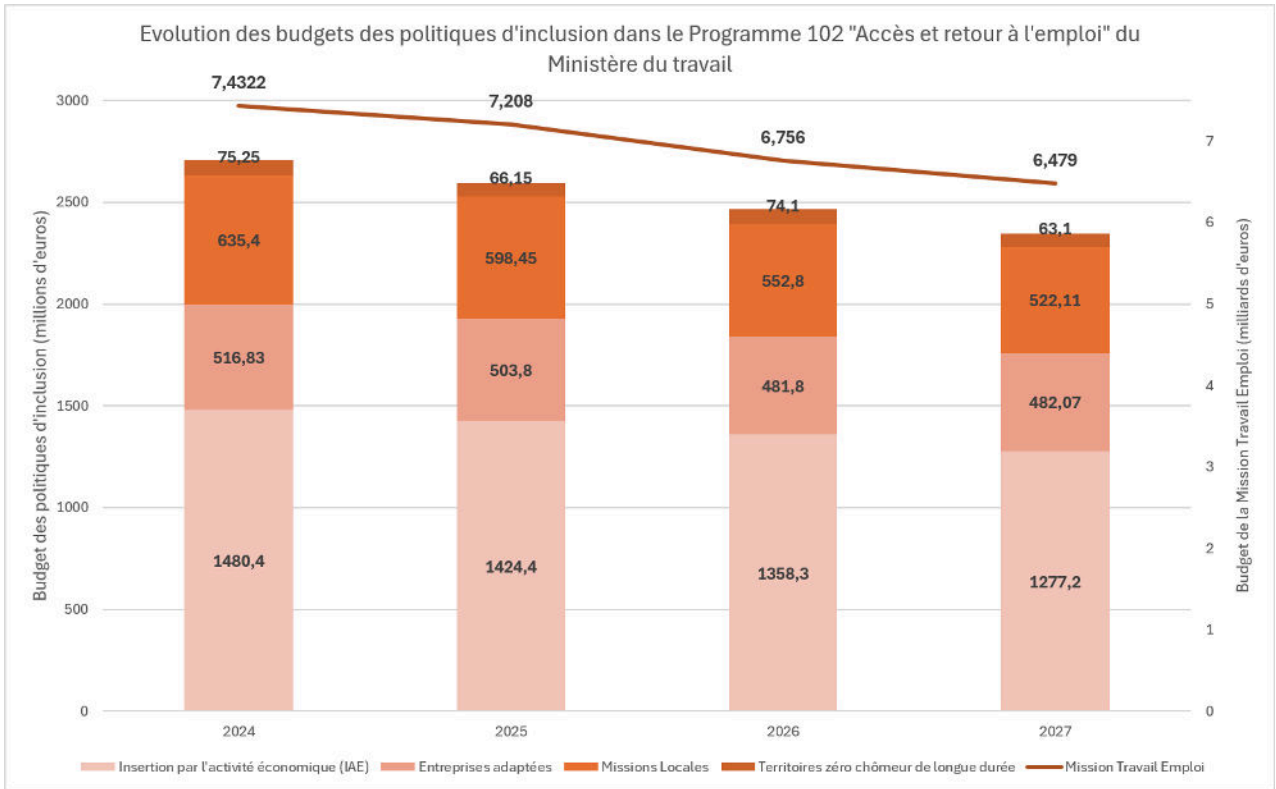
¹ 425 missions locales, 4 000 structures de l'insertion par l'activité économique, 800 entreprises adaptées et entreprises adaptées de travail temporaire, 94 entreprises à but d'emploi.

Les chiffres clés de la mission Travail Emploi

Ces chiffres seront présentés à l'occasion de la conférence de presse du 20 octobre. Ils permettent de mesurer l'évolution des moyens consacrés à l'inclusion vers l'emploi et ce que prévoit le budget 2027.

Évolution des crédits, 2024 à 2027 (en millions d'euros)

Dispositif	2024	2025	2026	PLF 2027
Mission Travail Emploi (total) dont	7432,2	7208,7	6756,7	6479,1
Insertion par l'activité économique (IAE)	1480,4	1424,4	1358,3	1277,2
Entreprises adaptées	516,83	503,8	481,8	482,07
Missions Locales	635,4	598,45	552,8	522,11
Territoires zéro chômeur de longue durée	75,25	66,15	74,1	63,1



1. Un budget qui acte l'abandon du plein emploi

Le budget 2027 présenté par le Gouvernement s'inscrit dans une tendance qui date de plusieurs années déjà. Il compromet l'objectif du « plein emploi » et prévoit de nouvelles baisses de moyens pour les structures qui permettent l'accès et le retour à l'emploi.

5 600 emplois menacés

Concrètement, le budget 2027 prévoit la suppression d'environ **5 600²** emplois dans les structures d'accès et de retour à l'emploi. Cette baisse s'ajoute aux **11 000** emplois déjà supprimés entre 2024 et 2026.

Une économie en trompe-l'œil

Le taux de pauvreté bat des records depuis trente ans et le chômage repart à la hausse. Dans ce contexte, le détricotage des politiques d'inclusion vers l'emploi ne dégage aucune économie budgétaire à long terme. Au contraire : maintenir au chômage des personnes qui n'ont pas la possibilité d'en sortir d'elles-mêmes ne fait que creuser le déficit public.

Antoine Laurent - DG de la FEI - au micro de France Culture le 3 octobre dernier :

“C’est vraiment une incompréhension que ce choix là de dégrader petit à petit tous les dispositifs d’inclusion [...]. Plutôt que de laisser des gens au chômage, de payer le chômage et d’autres minima sociaux, nous remettons à l’emploi et redonnons confiance à ces personnes de sorte qu’au bout de quelques mois elles retrouvent un travail. Tout cela est parfaitement bénéfique pour les finances publiques.”

D’après la Direction de l’Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail (DARES), c’est près de 45% des bénéficiaires d’un parcours IAE qui est en emploi 6 mois après leur parcours - malgré un public très éloigné de l’emploi.

2. L'inclusion vers l'emploi : un investissement, pas une charge

Ces structures rapportent bien plus à l'État et à la Sécurité sociale qu'elles ne leur coûtent. Les mettre sous pression budgétaire est irrationnel : on ne redresse pas les finances publiques si l'on ne permet pas aux personnes bloquées au chômage d'en sortir.

Chaque recrutement d'une personne en situation de handicap éloignée de l'emploi au sein d'une Entreprise Adaptée génère en moyenne plus de 13 800 € de gain social par équivalent temps plein et par an, contre 12 310 € en 2022. Ce gain correspond au solde positif entre les recettes fiscales et sociales générées par l'emploi (cotisations, impôts directs et indirects) et les dépenses sociales évitées (allocations, dépenses de santé nettes, etc.).³

² Calcul : 4300 en insertion par l'activité économique + 100 en entreprise adaptée + 1 200 en entreprises à but d'emploi

³<https://www.unea.fr/entreprises-adaptées-un-investissement-public-rentable-durable-et-createur-de-valeur-sociale-0>

Une réponse concrète aux difficultés de recrutement

L'inclusion répond aux difficultés de recrutement de milliers d'employeurs partout sur le territoire. Comment satisfaire les besoins immenses en personnels compétents dans l'industrie, la logistique, le bâtiment ? Comment répondre aux besoins d'une population toujours plus âgée ? Comment se mettre enfin au rythme de la transition écologique ? Ces défis ne se relèveront pas sans ouvrir une voie aux personnes éloignées de l'emploi qui souhaitent pouvoir vivre dignement de leur travail.

Dans son rapport "Les métiers en 2030"⁴, la DARES anticipe des besoins de recrutement de 489 000 postes d'agents d'entretien, de 305 000 aides à domicile ou encore de 177 000 ouvriers du bâtiment. Selon ce même rapport, ce sont 23 000 postes d'agriculteurs qui devraient disparaître.

Des bénéfices humains considérables

Pour les personnes qui retrouvent un emploi, les bénéfices sont manifestes : meilleure santé, confiance en soi retrouvée, liens sociaux renoués, conditions de vie améliorées. Une société qui investit dans l'inclusion par l'emploi gagne en résilience, cultive sa cohésion et fait prospérer son économie.

3. Les personnes concernées

Les politiques d'accompagnement vers l'emploi s'adressent à des personnes rejetées par un système économique qui, pourtant, a tant besoin d'elles :

- Les jeunes sans qualification, celles et ceux qui ont quitté l'école trop tôt ;
- Les bénéficiaires du RSA ;
- Les personnes en situation de handicap, ou rencontrant des problèmes de santé ;
- Les immigrés primo-arrivants ;
- Les chômeurs de longue durée ;
- Les mères isolées ;
- Les personnes sans abri ;

En les remobilisant et en les formant, les politiques d'inclusion apportent une réponse essentielle au monde du travail, tout en leur permettant de retrouver une place dans la société.

1,44 million de personnes accompagnées chaque année par nos structures	• 1,1 millions de jeunes en missions locales • 300 000 personnes dans l'insertion par l'activité économique • 40 000 personnes en situation de handicap dans les entreprises adaptées • 4 300 personnes en Entreprise à but d'emploi (EBE)
---	--

⁴ <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dossier/les-metiers-en-2030>

4. Témoignages

Personnes accompagnées :

Ludivine en Entreprise à But d'Emploi à Poitiers : *“Je ne pouvais pas, sans travail, réaliser quelques projets. Puis en janvier 2023, j’ai signé mon contrat en CDI. Un salaire est donc rentré. En juillet, j’ai passé mon permis. En septembre j’ai acheté ma maison avec ma famille. Cela fait bientôt 2 ans que je travaille et depuis, je me concentre sur mes futures formations avec une équipe qui me soutient.”*

Tiffany en mission locale : *« La Mission Locale m’a permis de reprendre ma vie en main après un burnout et une dépression, aujourd’hui je suis conseillère en immobilier, je me sens bien dans mon activité et je remercie mille fois cet organisme et les conseillers qui m’ont reçue, pour l’attention qu’ils ont apporté à mon dossier, ces organismes doivent être soutenu à fond car c’est eux qui façonnent notre avenir et celui de notre pays ».*

Dirigeant :

Laurent Pinet - Codirecteur du groupe Isactys au Pont-de-Beauvoisin : *“Nous entendons souvent que l’inclusion coûte cher. Sur le terrain, nous observons exactement l’inverse. Ce qui coûte cher, c’est le chômage durable, le décrochage, le renoncement. Chaque personne accompagnée vers l’emploi contribue à son territoire, répond à des besoins économiques réels et retrouve sa dignité. Chez Isactys, nous voyons chaque jour que l’inclusion n’est pas une politique de réparation : c’est une politique de construction. Réduire ses moyens aujourd’hui, c’est affaiblir les réponses dont la France aura le plus besoin demain.”*

Territoire :

Jean-Yves Caillaud, vice-président de la Mission Locale de Sedan : *“J’étais déjà investi dans l’insertion des jeunes dans d’autres structures, il me paraissait logique de poursuivre cet engagement avec la Mission Locale de Sedan afin de permettre aux jeunes d’entrer dans la vie active. Notre premier rôle c’est de piloter le fonctionnement de cette Mission Locale, d’aider les permanents et d’offrir des opportunités sur le plan professionnel aux jeunes. C’est un plaisir et une joie d’aider des jeunes à réussir leur début de vie professionnelle. C’est primordial de les aider à mettre le pied à l’étrier.”*

5. L'interpellation aux responsables politiques

À six mois d'une élection déterminante, 45 organisations signent une tribune pour mettre au cœur des débats et des programmes le thème de l'inclusion par l'emploi car une société qui renonce à accompagner les plus fragiles vers le travail s'appauvrit économiquement, se fracture socialement et aggrave ses difficultés de demain.

Nous appelons l'ensemble des responsables politiques à :

- inscrire la politique d'inclusion vers l'emploi, par l'emploi et la formation, comme une solution incontournable face aux multiples défis de notre temps, au sein de leur programme ;
- s'engager à un maintien des moyens humains et budgétaires consacrés à cette politique ;
- investir dans une politique ambitieuse d'accès, de retour et de maintien dans l'emploi, par l'accompagnement socio-professionnel et par la formation.

Les organisations à l'origine de l'appel

Quatorze organisations unissent leurs voix pour défendre l'inclusion vers l'emploi.

Organisations	Présentation
FEI La fédération des entreprises d'insertion	La fédération des entreprises d'insertion rassemble des entrepreneurs engagés qui mettent l'inclusion des plus vulnérables au cœur de leur stratégie d'entreprise.
Coorace	Coorace est le réseau des entreprises d'utilité sociale territoriale. Il agit avec ses membres pour inventer et essayer des solutions qui créent de la valeur économique, sociale, écologique et citoyenne au cœur des territoires.
Emmaüs	Emmaüs rassemble près de 40 000 personnes, dont 7 500 salarié·e·s permanent·e·s et en insertion, engagées pour une société plus juste et écologique.
Chantier Ecole	CHANTIER école rassemble les Entreprises Sociales Apprenantes qui font du travail un levier d'insertion, de formation et d'émancipation.
UNAI Union nationale des associations intermédiaires	Créée en 2001, l'Union Nationale des Associations Intermédiaires (UNAI) fédère, représente et défend les Associations Intermédiaires (AI), structures de l'ESS qui œuvrent pour l'insertion professionnelle de 100 000 personnes éloignées de l'emploi chaque année.
FAS Fédération des acteurs de la solidarité	La Fédération des acteurs de la solidarité est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions, engagé pour des solutions durables sur tout le territoire.
Réseau Cocagne	Le Réseau Cocagne rassemble plus de 100 fermes maraîchères biologiques partout en France, les Jardins de Cocagne, qui accompagnent des salariés en insertion à retrouver un emploi durable.
Mouvement des Régies	Le Mouvement des Régies représente 130 Régies de Quartier et de Territoire qui agissent avec les habitants pour l'emploi, la solidarité et le pouvoir d'agir.
UNEA Union nationale des entreprises adaptées	L'Union Nationale des Entreprises Adaptées (UNEA) représente près de 75 % des Entreprises Adaptées en France. Elle défend un modèle entrepreneurial conjuguant performance économique et emploi durable des personnes en situation de handicap.
UDES Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire	L'unique organisation patronale représentative de l'ESS au niveau national et multiprofessionnel. L'ESS représente 220 000 entreprises, 14 % de l'emploi privé et 10 % du PIB.

Synesi	Le SyNESI représente les employeurs des Ateliers et Chantiers d'Insertion dans la branche ACI. Il négocie la convention et défend leurs intérêts.
UNML Union nationale des missions Locales	L'UNML anime et représente le réseau des 425 Missions Locales et des ARML partout en France. Chaque année, plus de 1,1 million de jeunes sont accompagnés dans leur parcours d'insertion.
TZCLD Territoires zéro chômeur de longue durée	L'association Territoires zéro chômeur de longue durée vise à rendre effectif le droit à l'emploi en développant des activités utiles aux territoires.

Contacts presse et informations pratiques

- The Desk : Dora Nanaa, dora@agencethedesk.com
- FEI : Mathilde Ausort, m.ausort@lesentreprisesdinsertion.org, 06 65 00 91 20
- Coorace : Adrien Rivière, adrien.riviere@coorace.org, 07 49 77 45 76